

SYMPOSIUM NETSUDS 2007



(<http://www.gdri-netsuds.org>)

Accès aux TIC et service universel en Afrique Sub-saharienne

Comparaisons et dynamiques

Campus numérique francophone de l'AUF à Dakar
26-28 novembre 2007

Par le Groupe de recherche international du CNRS, *NETSUDS*

Avec la collaboration

du projet d'Appui au désenclavement
numérique (ADEN) du Ministère français des
Affaires étrangères,

de l'Agence de régulation des télécommunications et des postes du
Sénégal (ARTP),

des Universités de Saint Louis et de Bambey,

de l'Institut Panos Afrique de l'Ouest, projet du centre sur les politiques internationa-
les des TIC, Afrique centrale et de l'Ouest (CIPACO)

Soutiens financiers



CEAN

Présentation de l'action

L'objectif global de la rencontre est de contribuer à mieux comprendre les réalités des conditions et formes d'usages des TIC en Afrique sub-saharienne à l'heure où sont mis en œuvre le plan d'action de Genève ainsi que l'Agenda de Tunis (Sommet Mondial sur la Société de l'Information).

L'objectif spécifique est de présenter et discuter les systèmes d'accès aux TIC mis en place dans les zones défavorisées de différents pays. On sera ainsi amené à s'intéresser plus spécialement aux formes d'accès au public de type associatif ou communautaire, (Centres ADEN - Appui au Désenclavement Numérique du Ministère des affaires étrangères français, Centres multimédia communautaires (CMC) de l'UNESCO, télécentres communautaires polyvalents (TCP) de l'UIT, accès associatifs selon les contextes locaux), mais aussi à prendre en compte les accès aux TIC fournis par des petits opérateurs privés dans les télécentres, cybercentres et boutiques de tailles diverses.

Cette rencontre se situe dans le cadre du Groupe de recherche international du CNRS Netsuds et s'inscrit plus spécialement dans le programme 2, « Comparaison de la dynamique des accès et des usages des TIC dans différents pays Africains »¹. Elle est organisée en collaboration avec l'Institut Panos Afrique de l'Ouest (IPAO), avec l'Agence de régulation des télécommunications et des postes ARTP du Sénégal, et avec les Universités de Saint Louis (Africajuris) et de Bambey (Sénégal).

Les soutiens financiers viennent du Ministère des Affaires étrangères français (ADEN-MAE), de la Région Aquitaine, du CNRS, de l'Agence de régulation des télécommunications et des postes (ARTP) du Sénégal et du Centre d'études d'Afrique noire (CEAN) laboratoire d'accueil du GDRI Netsuds.

Problématique : intérêt du sujet

La question du « service universel » est aujourd'hui placée au cœur du débat international et national (UIT, NEPAD) sur l'équipement et les usages des télécommunications en Afrique et plus largement dans les pays les plus pauvres, en particulier avec la tenue des premiers sommets mondiaux de la société de l'information (Genève décembre 2003 et Tunis novembre 2005). Que signifie cette notion là où l'accès aux réseaux reste un problème crucial comme c'est le cas dans tous les pays d'Afrique sub-saharienne même si les situations nationales sont extrêmement variées et ont évolué très rapidement ces dernières années ?

L'accès public aux TIC, qu'il relève des secteurs privé, associatif ou des instances publiques, est la principale forme d'accès dans des pays où les coûts du matériel et de la connexion sont très élevés par rapport au

niveau de vie de la population, et même en valeur absolue (de l'ordre de 6 à 20 fois plus que dans des pays développés). On peut parler de cette mutualisation comme d'une forme particulière d'appropriation des TIC qui concerne à la fois le téléphone fixe avec ses télécentres, Internet avec ses cybercafés et la téléphonie mobile avec ses points phones.

Du point de vue de leur évolution, entre 1999 et 2002, les accès publics communautaires et privés à Internet se sont multipliés en Afrique, d'abord dans les capitales puis dans certains pays, dans les villes secondaires, mais à des rythmes et selon des modalités très différenciées. Ensuite, il semble qu'il y ait eu une certaine pause dans les équipements, voire une crise avec une succession de créations et de disparitions surtout des petits établissements privés, tandis que les cybercentres subventionnés parvenaient difficilement ou pas du tout à assurer leur durabilité économique. Pourtant les besoins se sont créés, la demande est loin d'être satisfaite et ces accès sont nécessaires à la diffusion des usages.

Depuis 2004, la diffusion de l'accès à haut débit grâce à l'amélioration des infrastructures internationales change la donne ; l'amélioration de la connexion va de pair avec la diminution des coûts et un regain d'activité s'observe jusque dans les villes secondaires auparavant peu ou mal desservies.

Les raisons de ces évolutions sont complexes et multiples. Il faut s'interroger sur la qualité de la connexion, les modes de gestion, la question du financement du secteur pour acheter et renouveler le matériel et les logiciels, les problèmes de maintenance, la formation des médiateurs, la « fatigue de l'aide » etc. Il faut prendre en compte la compatibilité de ces systèmes avec le monde de l'informel qui domine dans les économies des PMA. Le fait qu'une pratique soit en partie informelle, en particulier dans les modes de gestion (personnel, logiciels) signifie-t-il qu'elle soit moins efficace qu'une pratique formalisée ?

Il s'agira dans cette rencontre d'analyser l'évolution comparée de ces accès dans plusieurs pays africains, de la mettre en regard avec des évolutions sur d'autres continents et de voir quelles sont les enseignements que l'on peut tirer d'une dizaine d'années de fonctionnement de ces services de différents points de vue en interaction :

- leur répartition géographique à différents niveaux (national, régional, ou local),
- le profil des « entrepreneurs »,
- leurs modes de connexion, de gestion et leur rentabilité économique,
- la nature et qualité des services rendus aux usagers,
- la « durabilité » de ces systèmes.

La démarche associera une approche à la fois sur la matérialité du phénomène (connexion, équipement, logiciels) et sur le jeu des acteurs (publics, privés, associatifs) à différentes échelles. Pour comprendre les situations locales, il faut en effet remonter

¹ En 2006, à Paris la rencontre de Netsuds a porté sur les diasporas. En 2008 elle portera sur les usages et contenus à Pretoria et en 2009 sur la gouvernance à Bordeaux.

aux conditions de connectivité dans le contexte national et international.

On déterminera ainsi quelles sont les bonnes et les moins bonnes pratiques au regard de la nécessaire pérennité et diffusion de ces services dans les territoires.

Ainsi, cette rencontre, outre son intérêt académique, viendra en appui aux projets de développement (ADEN, CMC, TCP, télécentres, autres) ainsi qu'aux acteurs des politiques des TIC en général. Tous ont en effet besoin de connaître en détails les conditions et formes d'usages des TIC sur le terrain pour pouvoir affiner leurs actions. Ces études sont également un support de vulgarisation aux enjeux empiriques et théoriques que posent les modes d'appropriation des TIC en condition d'accès public.

Les participants

Afin de confronter les expériences et points de vue sur les modes de développement souhaitables pour un meilleur accès aux TIC, la rencontre devra réunir différents types de personnes concernées :

- les chercheurs ayant réalisé les études en Afrique et d'autres chercheurs ayant travaillé sur d'autres continents,
- la société civile impliquée dans l'accès public aux TIC,
- les opérateurs économiques locaux impliqués dans l'accès public aux TIC (entreprises, gérants de cybercentres privés, opérateurs de réseaux, fournisseurs d'accès...),
- les administrations publiques nationales et locales, les responsables institutionnels de projets de développement.

Comité scientifique

Annie Chéneau-Loquay (Directrice de recherche, CNRS/CEAN, Sciences Po Bordeaux, Coordinatrice du GDRI Netsuds)

Abdoullah Cissé (Professeur, Université de Saint Louis et de Bambey- Sénégal)

Responsables scientifiques du programme

Eric Bernard, (Directeur AK-Dev, AK-project, Dakar)

Philippe Engelhard (Maître de conférences, Université du Mans)

Ken Lohento (Responsable du programme CIPACO, IPAO Dakar)

Françoise Massit Follea (École Normale Supérieure de Lettres et Sciences humaines, Lyon, Responsable du programme Vox Internet)

Raphael Ntambue (Chercheur associé au CEAN)

Sylvestre Ouedraogo (Maître assistant, Université de Ouagadougou)

Nicolas Péjout (Docteur en anthropologie)

Gilles Puel (Maître de conférences, Université de Toulouse)

Olivier Sagna (Maître assistant, Université de Dakar)

Pape Sakho (Maître assistant, Université de Dakar)

Comité d'organisation

Annie Chéneau-Loquay (CNRS/CEAN, Sciences Po Bordeaux, Coordinatrice du GDRI Netsuds)

Elizabeth Vignati (Ingénieur de recherche CNRS-CEAN)

Khady Niang (ARTP)

Mbaye Dieng (Doctorant, Netsuds)